



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PSA AUTOMOBILES SA (Peugeot)**

24 rue d'Echenoz  
BP 20039  
70000 Vesoul

Références : -

Code AIOT : 0005901306

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement PSA AUTOMOBILES SA (Peugeot) implanté 24 rue d'Echenoz BP 20039 70000 Vesoul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PSA AUTOMOBILES SA (Peugeot)
- 24 rue d'Echenoz BP 20039 70000 Vesoul
- Code AIOT : 0005901306
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site STELLANTIS à VESOUL est un site spécialisé dans la fabrication et la distribution de pièces de rechange de véhicules. Il est le centre mondial de pièces détachées du groupe STELLANTIS et la plus grande plate-forme logistique automobile d'EUROPE.

La majeure partie des activités du site de VESOUL sont dédiées à la logistique : déchargement / chargement des poids lourds, conditionnement et stockages.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2.1 et 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article T 2.18	Demande d'action corrective	12 mois
8	Stockage pneumatiques site Nord	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 3.1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 4	Sans objet
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 4	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 4	Sans objet
5	Rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article T.2.5.4	Sans objet
6	Rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article T.2.5.3 et 7	Sans objet
9	Stockage pneumatiques site Nord	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 3.2 et 3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur les rejets eau principalement, ainsi qu'une partie des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/12/2017 (situation administrative + stockage des pneumatiques). Il est demandé à l'exploitant de régulariser les non-conformités concernant sa situation administrative et l'implantation des installations de stockage des pneumatiques (non-respect de la distance d'éloignement aux limites de propriété de l'établissement) par le dépôt d'une demande d'adaptation des prescriptions applicables (en application de l'article R.181-45 du

code de l'environnement). Aucune autre non-conformité majeure n'est relevée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2.1 et 2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2.1 : Rubriques <b>site Nord</b>  - 1510-1 : A - stockage pièces de rechange - 2663-2a : A - stockage de pneumatiques (>80 000 m <sup>3</sup> ) - 4331-2 : E - stockage de produits liquide inflammable (800 t) [...]  Article 2.2 : Rubriques <b>site Sud</b> - 1510-1 A : entrepôts couverts (900 000 m <sup>3</sup> ) - 2565-2a et 3260 A : traitement chimique des métaux - 2940-1a : A - cuisson , séchage, vernis - 1532-3 : D - dépôt de bois sec (9000 m <sup>3</sup> ) - 1530-3 : D - dépôt papier carton - 2360-2 : D- travail des cuirs et peaux - 2560-B2 : DC - travail mécanique des métaux et alliage - 2921-b : DC - TAR - 2925 : D - atelier de charge d'accumulateurs - 41130-2b : D  <b>Site Nord et Sud :</b> -3110 (APC du 5/03/2021) A (> 50 MW) : installation de combustion 86,8 MW
<b>Constats :</b>  <b>Site Nord :</b> pas de changement <b>PAC du 12/02/2024 : site Sud</b> - la rubrique 1510-1 (vol = 900 000 m <sup>3</sup> ) passe à 1510-2a (volume bâtiment : 1 425 212 m <sup>3</sup> ). - suppression de la rubrique 2360-2 (travail des cuirs et peaux), activité transférée à l'ADAPEI.  - la rubrique 2563-1 E (PAC 2019 - 16 480 l) Nettoyage dégraissage passe à 2563-1 NC (1810 l). - la rubrique 4802-2a NC reste 4802-2a NC mais la quantité de gaz à effet de serre fluorés passe de 155,1 kg à 129,7 kg. <b>Pour rappel</b> , depuis les APC du 20/12/2017 et du 05/03/2021, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet des éléments d'informations concernant : - diverses modifications apportées à son établissement (construction de nouvelles structures/extensions, réorganisation du site, cessation d'activités, etc.) ; - la prise en compte de l'évolution de la nomenclature des ICPE (arrêtés ministériels concernant

<p>les entrepôts couverts et le stockage en récipients mobiles de liquides inflammables).</p> <p>En particulier, dans le cadre de l'instruction du dossier de PAC portant sur l'extension du bâtiment VI55 existant (courrier du 22/07/2024), l'exploitant a communiqué par téléprocédure le 21/11/2024 un tableau des rubriques ICPE faisant le point sur la situation administrative de son établissement : situation autorisée suite à la dernière enquête publique ; situation actuelle connue du préfet ; projet seul pris isolément ; situation future du site (avec le projet).</p> <p>De l'examen de ce tableau, il ressort notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rubrique 1510 : le volume des entrepôts couverts (IPD) calculé par l'exploitant semble <i>a priori</i> ne pas respecter les recommandations formulées dans le guide de la DGPR « Guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 » (version 4 de juin 2024 ; cf. page 88) ; ce guide est disponible sur le site <a href="https://aida.ineris.fr/guides/entrepots">https://aida.ineris.fr/guides/entrepots</a> ; ce point a déjà été expliqué à l'exploitant lors de la réunion sur place le 10/12/2024 ; cela peut représenter une différence très importante (de l'ordre d'un facteur 1,4 globalement, et c'est le cas pour les principaux bâtiments) par rapport aux valeurs figurant dans le précédent dossier de PAC (courrier daté du 01/12/2022) ; l'exploitant a confirmé en effet avoir pris en compte, dans ses calculs du 21/11/2024, les hauteurs de bâtiment sous ferme (par exemple, 5 m pour le bâtiment VI118, conduisant à un volume de 15 000 m<sup>3</sup>) ; or, selon le guide de la DGPR, il faut prendre en compte, soit le volume réel (si le calcul est simple), soit le volume du parallélépipède enveloppe (par conséquent prendre 6,7 m pour le bâtiment VI118 ; on obtient alors un volume de l'ordre de 20 000 m<sup>3</sup>, comme estimé par le BE dans le PAC du 01/12/2022).</li> <li>- rubrique 2563 : avec un volume total de 1 810 l pour les machines à laver, ces installations relèvent du régime de la déclaration avec contrôle périodique (et restent donc classées).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se positionner par rapport à l'encart "Rappel" des constats et actualiser ses rubriques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>T2.8.2 : respect des valeurs limites en concentration et flux , ainsi que des modalités de surveillance du rejet 1 (eaux de process)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les VLE et flux de l'arrêté préfectoral sont respectés, ainsi que ceux de l'autorisation de déversement mais il y a une incompatibilité des quantités rejetées avec le milieu récepteur final (Durgeon) pour certains micro-polluants (Cu, Sn, Cd). L'exploitant indique que lors du raccordement à la station d'eaux usées de la CAV, une étude de compatibilité milieu a été réalisée et que les valeurs limites des rejets inscrits dans l'autorisation de déversement tiennent</p>

compte de la compatibilité avec le milieu récepteur final.

L'étude en question date du 22/06/2012, elle valide juste le fait que les eaux de process de traitement de surface en sortie de traitement peuvent être rejetées dans le réseau communal avec un débit max de rejet de 75 m<sup>3</sup>/j, pour cela l'exploitant dispose d'une capacité de stockage de 450 m<sup>3</sup>. Selon les flux actuels autorisés par l'arrêté préfectoral et la convention de déversement, le Cuivre, le Cadmium, l'Arsenic et l'Etain dépassent 80 % du flux admissible du Durgeon. Il convient donc de réglementer ces flux à la baisse. Pour le Ni, le Pb et le Cr total les flux actuels autorisés par l'arrêté préfectoral sont supérieurs à 50 % du flux admissible du Durgeon alors que PSA rejette des quantités largement inférieures à ces flux max autorisés, les flux sont donc également revus à la baisse pour ces 3 substances dans le projet arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant pour avis.

Par ailleurs l'autorisation de déversement stipule ceci : an de s'assurer que les effluents de la société Stellantis "site de Vesoul" soient acheminés dans de bonnes conditions vers le CTEU de la CAV, il est prévu que ces efuents soient stoppés dès lors que le déversoir d'orage (DO) est actif.

Il est donc demandé à la société Stellantis d'installer et d'entretenir à ses frais un détecteur de surverse sur le déversoir indépendant du capteur de la CAV. Ce détecteur sera en relation avec le dispositif de stockage de la société Stellantis pour stopper les rejets et stocker les effluents traités en attendant l'inactivation du DO : Stellantis dispose effectivement d'un détecteur de surverse au niveau de sa station de traitement interne (zone Sud) et peut stopper le déversement de ses rejets en cas d'activation par la CAV du DO. La capacité de stockage se fait dans les anciens bassins de sa station de traitement biologique hors d'usage, qui représentent un volume total de 450 m<sup>3</sup> répartis comme suit :

- bassin tampon : 230 m<sup>3</sup>

- bassin d'aération : 140 m<sup>3</sup>

- clarificateur : 80 m<sup>3</sup>

Si malgré tout ce volume de stockage s'avérait insuffisant, la société Stellantis transférerait les effluents prétraités directement au CTEU de la CAV à Pusey.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés

**Prescription contrôlée :**

T2.8.1 : Conditions générales des rejets aqueux

Toutes dispositions doivent être prises pour réduire à la source les rejets polluants du site intervenant dans le milieu naturel.

Les rejets d'eaux pluviales doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

- la concentration en matières en suspension doit être inférieure à 30 mg/l ;
- la concentration en hydrocarbures totaux doit être inférieure à 5 mg/l

**Constats :**

Il existe :

- 35 points de prélèvement au Nord et 1/3 est analysé chaque année,
- et 25 points de prélèvement au Sud et 1/3 est analysé chaque année.

Les dernières analyses "rejets eaux pluviales" ont été réalisées du 27/11 au 12/12/2024 et du 27/11 au 30/11/2023.

Les VLE sont respectées à quelques rares exceptions près secteur Sud, lors d'une longue période sèche sur certains points de rejets les VLE des MES peuvent être dépassées sur le 1er flot de rejet. Ces dépassements ne posent pas de problème de compatibilité milieu.

Dans le secteur Nord, cela ne se produit pas, car les eaux pluviales sont stockées dans un bassin avant rejet (les eaux en sortie de ce bassin eaux pluviales sont conformes).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés

##### **Prescription contrôlée :**

###### T2.8.3 : Autosurveillance

L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de ses rejets pour chaque paramètre visé à l'article T2. 8.2 selon les fréquences et modalités définies au dit article.

Par ailleurs, une mesure de concentrations des différents polluants visés par l'arrêté ministériel relatif à la TAR, doit être effectuée une fois par an. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation, et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi- heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Une mesure de concentrations doit être réalisée également chaque année pour un tiers des points des rejets eaux pluviales afin de vérifier les concentrations en MES et HCT.

[...]

L'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

###### T2. 8.4 - État récapitulatif

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application de l'article T2. 8.3 est transmis à l'inspection des installations classées tous les trimestres via l'application GIDAF ou par voie électronique en cas de dysfonctionnement de l'application. La transmission est accompagnée de commentaires expliquant

les dépassements constatés, leur durée, leurs conséquences sur l'environnement, ainsi que les actions mises en œuvre ou envisagées pour y remédier et éviter leur renouvellement.

##### **Constats :**

L'arrêté préfectoral renvoie à l'arrêté ministériel pour les VLE de la TAR, il s'agit de l'AM du 14/12/2013 modifié.

Les analyses des rejets TAR 2023 et 2024 ont été transmises par l'exploitant, elles sont conformes

<p>sauf pour le Zinc (la VLE a été dépassée en 2023 : 2,09 mg/l au lieu de 2 mg/l), la cause a été recherchée et résolue (par réajustement du pH).</p> <p>Les rejets TAR correspondent à des rejets de purge.</p> <p>GIDAF est renseigné pour R1 mais pas pour les eaux pluviales, ni la TAR. Le cadre sera mis à jour afin que l'exploitant puisse le renseigner.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Rejet aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article T.2.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de refroidissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Circuit ouvert interdit en fonctionnement normal.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une seule TAR sur le site, elle est en circuit fermé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Rejet aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article T.2.5.3 et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>T.2.5.3 :</b> En cas de connement du premier ot des eaux pluviales, les eaux de ce bassin ne peuvent être rejetées dans le milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.</p> <p>Le site dispose de deux bassins de régulation situés dans la partie Nord du site, de capacités respectives de 1 430 m<sup>3</sup> et 2 930 m<sup>3</sup>.</p> <p><b>T.2.5.7 :</b> L'établissement doit être pourvu de bassins de connement pouvant être complétés par tous autres dispositifs capables de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>T2.5.3 :</b> L'exploitant ne confine pas les eaux pluviales du bassin de régulation nord (1430 m<sup>3</sup>) car après plusieurs analyses, il s'avère que le premier ot des eaux pluviales respecte les VLE, toutefois s'il s'avérait que les eaux étaient polluées accidentellement elles seraient confinées dans le bassin des eaux incendies (2930 m<sup>3</sup>) situé juste à coté et seraient analysées avant rejet dans le milieu naturel (lac de Vaivre et Montoille).</p>



Les eaux de ce bassin ne peuvent être rejetées dans le milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin après un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

**T.2.5.7 :** L'établissement dispose d'un bassin de connement de 2930 m<sup>3</sup> au Nord permettant de recueillir une partie des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie. Ce bassin est complété par des aires étanches (le site est étanche sur 80% de sa surface) obturables faisant office de rétention. La zone de stockage des pneus à l'Ouest de la zone Nord sert de zone de rétention lorsque les obturateurs sont déclenchés. Pour la zone Sud idem, des zones de recueil des eaux incendies peuvent être mises en place par déclenchement d'obturateurs qui empêchent tout déversement dans le réseau des eaux pluviales. La capacité de connement est opérationnelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Nuisances sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article T 2.18

**Thème(s) :** Risques chroniques, valeurs limites de bruit : mesures tous les 5 ans

##### **Prescription contrôlée :**

###### **T2.18.1 -Valeurs limites de bruit**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée au sens dudit arrêté, d'une émergence supérieure aux valeurs définies dans l'arrêté préfectoral.

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à xer, pour chaque campagne et en accord avec l'inspection des installations classées, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement : limites de bruit définies pour 11 points de mesures dans l'AP.

###### **T2.18.2 - Mesures périodiques**

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les 5 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme agréé. Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues au présent article, doit être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

##### **Constats :**

Les mesures de contrôle acoustique ont été effectuées en 11 points de mesures du 23 au 24

<p>novembre 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 points de contrôle (LP1 à LP5) sur la partie Nord : 2 dépassements</li> <li>- 6 points de contrôle (LP6 à LP11) sur la partie Sud : 4 dépassements ; l'exploitant explique que 2 correspondent à une activité qui a quitté le site, et que les 2 autres correspondent au passage des trains (ligne SNCF qui longe le site).</li> </ul> <p>En partie Nord, le site est donc non conforme aux exigences réglementaires en 2 endroits en limite de propriété.</p> <p>L'exploitant ne rapporte pas de plaintes de voisinage, toutefois il veillera à ne pas dépasser les limites réglementaires.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les prochaines analyses seront réalisées en 2026 et devront être conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 8 : Stockage pneumatiques site Nord

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 3 - Prescriptions applicables aux stockages de pneumatiques et pare-chocs pour le site Nord</b></p> <p><u>3.1 - Implantations</u></p> <p>Les limites des stockages sont implantées à une distance minimale de 100 mètres des limites de propriété du site afin que les effets létaux, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, soient contenus dans l'enceinte de l'établissement en cas d'incendie, en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport aux matières combustibles potentiellement stockées, en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS «Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt», partie A, réf. : DRA-09-90977-14553A). Le stockage est interdit en mezzanine.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les limites de stockage sont implantées à une dizaine de mètres de la limite de propriété Sud du site, ce qui n'est pas conforme : l'exploitant indique qu'il a réalisé un porter à connaissance pour modifier l'implantation des bâtiments de stockage des pneus en 2018.</p> <p><b>Pour rappel</b>, l'exploitant avait effectivement porté à la connaissance du préfet, par courrier du 19/11/2018, son projet de réorganisation des stockages de pneumatiques et pare-chocs. Ces installations sont réglementées par les prescriptions fixées dans l'APC du 20/12/2017.</p> <p>Dans le dossier de PAC du 19/11/2018, l'exploitant avait précisé notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le régime juridique des modifications apportées à l'installation relève du titre VIII du livre 1er du code de l'environnement (procédure de l'autorisation environnementale) ;</li> <li>- le stockage des pneumatiques est déplacé vers une dizaine de structures (triangle de VAIVRE) : VI75 à VI79, VI90 et VI91, VI104 à VI106 ;</li> </ul>

- l'APC du 20/12/2017 est bien cité comme arrêté référençant la situation administrative des installations de stockages de pneumatiques (rubrique 2663 de la nomenclature des ICPE) ;
- en annexe 3, il est question du positionnement du projet par rapport aux prescriptions fixées par l'AMPG du 15/04/2010 (ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663) concernant l'implantation de ces installations ; en particulier, il y est précisé que 7 structures (sur 10) ne respectent pas la distance minimale de 20 m d'éloignement par rapport aux limites de propriété (distance variant entre 10 et 20 m) ;
- en particulier, l'exploitant n'a formulé dans le dossier aucune demande d'adaptation des prescriptions applicables (imposées par l'APC du 20/12/2017), comme il en avait la possibilité en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Par courrier du 03/02/2020, le préfet a pris acte de ce projet de réorganisation des stockages de pneumatiques et pare-chocs, en précisant que les prescriptions applicables à l'établissement sont suffisantes pour encadrer ces activités.

Dans le cadre de la préparation en 2023 d'un exercice incendie avec les services de la sécurité civile et les services du SDIS (simulation d'un incendie survenant au sein du triangle de VAIVRE), il est ressorti de l'examen du dossier de PAC du 19/11/2018 la nécessité de fiabiliser l'évaluation des risques présentés par ces installations avant de s'engager dans une telle opération. Notamment, ont été évoquées à cette occasion les pistes d'amélioration suivantes : revoir la modélisation Flumilog avec des hypothèses moins optimistes (conséquence sur les distances de flux thermiques et les effets dominos), mettre en place des mesures « compensatoires » au non-respect des distances d'éloignement des limites de propriété, mettre en place un 2ème accès pour les secours, vérifier que les pompiers pourront intervenir dans de bonnes conditions (absence de protection des voies de circulation par murs REI), etc.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra régulariser cette non-conformité par le dépôt d'une demande d'adaptation des prescriptions applicables (imposées par l'APC du 20/12/2017), en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement. Il présentera à l'appui de cette demande les éléments justificatifs nécessaires, notamment des éléments permettant de fiabiliser l'évaluation des risques présentés par ces installations, ainsi que des éléments permettant d'améliorer la prévention de ces risques, et la protection contre les dangers qui en découlent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 9 : Stockage pneumatiques site Nord**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 3.2 et 3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Construction-Exploitation

**Prescription contrôlée :**

**Article 3 - Prescriptions applicables aux stockages de pneumatiques et pare-chocs pour le site Nord**

**3.2.6 - Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte**

La rétention du bassin existant de 2 100 m<sup>3</sup> est complétée par des rétentions spécifiques

associées aux structures N102 (585 m<sup>3</sup>) et N86 (787 m<sup>3</sup>). Le volume total doit contenir les eaux d'extinction ainsi que le volume d'eau lié aux intempéries (règle D9A).  
Les écoulements convergent gravitairement vers les bassins ou rétentions du site.  
Les eaux d'extinction confinées feront l'objet d'une analyse et pourront être évacuées et traitées dans les filières autorisées.

### 3.3.1 - Stockages

Le stockage est divisé en îlots dont le volume maximal est de 2 000 mètres cubes. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. La hauteur des stockages n'excède pas 8 mètres. Une distance minimale d'un mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques.

### **Constats :**

### **Article 3 - Prescriptions applicables aux stockages de pneumatiques et pare-chocs pour le site Nord (voir secteur n°1 sur le plan)**

#### **3.2.6 - Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte**

La rétention correspond à la zone étanche de stockage de pneus n°1 sur le plan du site Nord, elle a un volume de 2 100 m<sup>3</sup>, elle est complétée par des rétentions spécifiques associées aux structures N102 (585 m<sup>3</sup>) et N86 (787 m<sup>3</sup>) implantées au milieu de cette zone 1. Le volume total peut contenir les eaux d'extinction ainsi que le volume d'eau lié aux intempéries (règle D9A) par déclenchement des obturateurs.

Les écoulements convergent gravitairement vers les bassins ou rétentions du site.

Les eaux d'extinction confinées peuvent faire l'objet d'une analyse et être évacuées et traitées dans les filières autorisées si nécessaire.

### **3.3.1 - Stockages**

Le stockage est divisé en îlots dont le volume maximal est de 2 000 m<sup>3</sup>. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur sont effectivement réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Le stockage est organisé de telle façon que le tiers de la surface au sol n'est pas utilisé à des fins de stockage. La hauteur des stockages n'excède pas 8 mètres. Une distance minimale d'1 m est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et nettoyées.

**Type de suites proposées :** Sans suite